

## **Conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement – Séville 2025 : Engagements, tensions et perspectives**

La quatrième conférence internationale des Nations Unies sur le financement du développement (FfD4) s'est tenue à Séville, en Espagne, du 30 juin au 3 juillet 2025. Les pays co-facilitateurs en provenance des différents continents, le Mexique, le Népal, la Norvège et la Zambie, ont joué un rôle important dans l'organisation de la conférence.

Ce rendez-vous mondial, qui prolonge le Consensus de Monterrey (2002), la Déclaration de Doha (2008) et l'Agenda d'action d'Addis-Abeba (2015), a débouché sur l'adoption du *Compromiso de Sevilla (2025)*. Une feuille de route ambitieuse visant à mobiliser les financements nécessaires pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Plus de 50 chefs d'État et de gouvernement étaient présents, dont Emmanuel Macron (France), Pedro Sanchez (Espagne) ou encore Cyril Ramaphosa (Afrique du Sud). Cependant les États-Unis d'Amérique se sont abstenus de participer, contestant plusieurs orientations relatives au climat, à l'égalité des genres et à la fiscalité internationale. Il existe un déficit annuel estimé à 4.000 milliards de dollars dans le financement des ODD. Concernant le lourd fardeau de la dette à supporter par les pays en voie de développement, environ 3 milliards de personnes vivent dans des pays, qui doivent consacrer davantage de moyens financiers au paiement des intérêts de la dette qu'à l'assurance de la santé et de l'éducation. Malgré ces tensions, les discussions ont permis de définir trois axes d'action prioritaires.

### **Les trois axes d'action prioritaires du *Compromiso de Sevilla***

#### **1. Mobiliser plus efficacement les ressources**

- Renforcement fiscal et gestion des fonds : accroître la fiscalité intérieure, lutter contre l'évasion fiscale et optimiser l'utilisation des fonds publics.
- Appel de l'ONU : António Guterres, le secrétaire général des Nations Unies demande aux pays riches de doubler leur aide publique au développement et aux banques multilatérales de tripler leur capacité de prêt.
- Constat préoccupant : l'aide publique au développement régresse depuis 2024 dans la plupart des pays développés, avec quelques exceptions comme le Luxembourg.<sup>1</sup>
- Solutions et innovations : finance mixte, taxation des vols haut de gamme, obligations vertes et lancement de la plateforme financière mixte Scale Development <sup>2</sup> par une coalition de pays (Allemagne, France, Royaume-Uni, Danemark, Canada et Afrique du Sud) et de diverses institutions financières pour financer éducation, santé, infrastructures résilientes et transition énergétique.

#### **2. Alléger le fardeau de la dette souveraine**

- Situation critique : de nombreux pays doivent consacrer davantage de ressources au remboursement de la dette qu'aux dépenses sociales essentielles.
- Initiatives proposées : création d'un forum des emprunteurs souverains, clauses de suspension automatique en cas de catastrophe, échanges dette-climat et réduction des coûts d'emprunt pour les pays les plus vulnérables.
- Objectif : permettre des restructurations plus équitables et libérer des ressources pour le développement durable.

---

<sup>1</sup> [https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/06/cuts-in-official-development-assistance\\_e161f0c5/8c530629-en.pdf](https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/8c530629-en.pdf).

<sup>2</sup> <https://scaledevelopment.org/>

### **3. Réformer l'architecture financière Mondiale**

- Rééquilibrage du système : corriger les déséquilibres d'un système dominé par un petit nombre d'acteurs économiques et institutionnels.
- Propositions clés : impôt mondial sur les super-riches, cadre fiscal international universel, lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites, taxes environnementales, renforcement des normes de transparence pour les multinationales.
- Objectif : favoriser un développement équitable et durable en orientant les économies vers des trajectoires plus responsables.

#### **Des événements parallèles pour élargir la réflexion**

En marge des négociations officielles, Séville a accueilli un grand nombre d'événements réunissant des représentants d'entreprises, d'universités, d'institutions publiques et privées, d'associations et de fondations. Ces rencontres ont permis de partager des innovations en matière de finance durable, de présenter des projets pilotes de transition écologique et sociale, de discuter de solutions sectorielles allant de l'agriculture responsable à l'investissement à impact social. Ces forums, ateliers et panels ont aussi favorisé la mise en réseau entre chercheurs, entrepreneurs, décideurs publics et militants, donnant ainsi à la conférence une dimension multi-acteurs essentielle à la mise en œuvre des engagements pris.

#### **Réactions de la société civile : entre espoir et frustration**

Les réactions des Organisations de la Société Civile (OSC) ont été contrastées. D'un côté, certaines ont salué les avancées politiques, notamment la volonté affichée de taxer les plus riches, renforcer les systèmes de protection sociale et réduire les inégalités. De l'autre, beaucoup ont exprimé leur frustration face à un accès limité aux négociations, dénonçant un rétrécissement de l'espace civique au sein même des processus onusiens. Oxfam, parmi d'autres, a insisté sur la nécessité de mettre en place une gouvernance financière mondiale plus démocratique, intégrant davantage les pays du Sud ou encore les mouvements féministes, et de réformer en profondeur les règles qui perpétuent les déséquilibres économiques actuels.

#### **Prochaines étapes pour le Compromiso de Sevilla**

Pour réussir, le Compromiso de Sevilla devra :

- Mobiliser rapidement des ressources financières nouvelles et fiables,
- Adapter les politiques des institutions financières internationales pour faciliter la finance mixte,
- Atteindre un seuil minimal de recettes fiscales de 15 % du PIB,
- Garantir une participation pleine et entière de la société civile aux prochaines négociations.

#### **Conclusion**

Le *Compromiso de Sevilla* marque une étape importante vers une refonte du financement du développement. Il trace une voie ambitieuse, articulée autour de trois priorités interdépendantes : mobiliser les ressources, alléger le poids de la dette et réformer la gouvernance financière mondiale.

Les événements parallèles ont enrichi la conférence en y intégrant des perspectives variées, mais l'absence des États-Unis, les divergences persistantes et les critiques sur l'inclusion rappellent que le chemin sera long. La traduction de ces engagements en actions concrètes nécessitera un effort collectif, une volonté politique forte et une coopération internationale renouvelée si l'on veut réellement mettre le financement au service des ODD.

Aurora Gualtieri

Référence de synthèse : <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2025/07/ffd4-closing-press-release/>